

PASSER DE L'AUDACE À L'ACTION : UNIR LES FORCES POUR S'ATTAQUER AUX DYNAMIQUES SOCIALES

Michel Sidibé,
Directeur exécutif de l'ONUSIDA
9 janvier 2014
Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.
**Agir sur les facteurs sociaux pour mettre fin
au sida et à l'extrême pauvreté, Remarques
d'ouverture**

DISCOURS

Par : Michel Sidibé, Directeur exécutif de l'ONUSIDA

Date : 09 janvier 2014

Lieu : Groupe de la Banque mondiale, Washington, D.C.

Occasion : Agir sur les facteurs sociaux pour mettre fin au sida et à l'extrême pauvreté, Remarques d'ouverture

Passer de l'audace à l'action : Unir les forces pour s'attaquer aux dynamiques sociales

C'est pour moi un honneur et un privilège d'être parmi vous aujourd'hui pour unir nos forces en direction de ces objectifs communs. Je suis particulièrement reconnaissant à mon ami Jim Kim – un dirigeant qui fait toujours preuve d'une vision, d'un engagement et d'une passion sans faille – d'accueillir cette réunion qui vient à point nommé, ici au Groupe de la Banque mondiale.

Je suis également reconnaissant qu'Helen Clark soit avec nous aujourd'hui, car lorsque nous parlons de facteurs sociaux et de déterminants sociaux, il est essentiel que l'ONUSIDA, le PNUD et la Banque mondiale soient ensemble dans ce combat pour l'amélioration de la vie de tous les individus.

Je suis impressionné d'entendre Jim parler avec une telle passion de la justification économique de la vision de la Banque mondiale qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté, et à tenter de comprendre d'où nous venons et où nous aimerions aller. Il a été vraiment très difficile de combattre les sceptiques et les cyniques en cours de route – et ils sont toujours là. Je conviens qu'il est essentiel d'établir des économies fortes si nous voulons voir les gens sortir de la pauvreté. Et les économies fortes sont soutenues par des personnes en bonne santé.

Lorsque nous évoquons les dynamiques sociales et les dimensions structurelles de la pauvreté, je pense toujours au fait qu'il s'agit de *pouvoir* – le pouvoir des relations au sein de la société et les politiques qui en sont à l'origine. Si nous voulons réaliser le type de transformation qui créera des sociétés plus équitables, nous devons aborder les problèmes de gouvernance au sens plus large et le rôle de la responsabilisation sociale. Comment exploiter le pouvoir des mouvements communautaires afin de créer une demande pour les services, pour l'accès et pour l'équité ? Nous ne devons pas perdre cela de vue.

J'estime que le moment est venu de renforcer les liens entre le travail essentiel que mène le Groupe de la Banque mondiale pour en finir avec l'extrême pauvreté et celui que nous menons pour mettre fin au sida. Nous sommes confrontés là aux mêmes sceptiques. Nous sommes ensemble dans ce combat – passer de l'audace à l'action et faire en sorte que personne ne soit laissé de côté.

La réalité est que les sceptiques ne vont pas disparaître. Ils seront parmi nous, nous disant que ce que nous voulons n'est pas « rationnel » et soutenant que nos objectifs ambitieux sont naïfs. C'est donc à nous de démontrer le bien-fondé de nos objectifs ; le bien-fondé de la justice sociale et de la redistribution des chances, car sans ce bien-fondé, une vraie transformation sera impossible.

Nous avons fait des progrès incroyables contre le sida, précisément parce que nous n'avons jamais laissé les sceptiques freiner notre détermination et notre ambition. Personne n'aurait cru, en 2001, que nous pourrions fournir un traitement contre le VIH aux individus partout dans le monde en développement. Aujourd'hui, plus de 10 millions de personnes dans des pays à revenu faible ou

intermédiaire bénéficiant d'un traitement salvateur contre le VIH, et ce chiffre augmente chaque jour de plusieurs milliers. Nous avons changé le monde en apportant de la vie et de l'espoir, mais nous ne pouvons oublier un seul instant que nous avons presque 18 millions de personnes vivant avec le VIH qui restent en attente d'un accès au traitement, et que c'est leur vie qui est en jeu.

Les défis que représentent la fin de l'extrême pauvreté et la fin de l'épidémie de sida sont étroitement interconnectés, et c'est pourquoi il est tout à fait logique que nous unissions nos forces. Nous ne pouvons plus nous permettre d'être fragmentés et de travailler dans l'isolement. Nous devons conjuguer nos ressources et nos stratégies à travers les secteurs pour accélérer le rythme des progrès et obtenir des résultats plus probants. Nous devons affronter avec courage les facteurs sociaux qui produisent et perpétuent les disparités et les inégalités à l'aide d'une approche systématique. Si nous n'y parvenons pas, nous ne pourrons jamais atteindre durablement les personnes marginalisées.

Je ne parle pas de lancer davantage de projets ambitieux ou d'études pilotes. Je parle de stimuler le type de transformation que les gens s'approprient et qui créera une nouvelle dynamique, une nouvelle discussion et un nouveau paradigme. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus parler d'une partie du monde qui détient les ressources et d'une autre partie qui a les problèmes, et dire que tout cela peut être résolu en transférant simplement les ressources des riches vers les laissés pour compte. Dans le monde d'aujourd'hui, tous les problèmes sont partagés, l'ensemble des individus sont affectés, et la responsabilité de mettre fin à l'extrême pauvreté et de mettre fin au sida doit aussi être partagée.

Lorsque les gouvernements et les parties prenantes apprennent à penser en gardant à l'esprit la responsabilité partagée, alors les communautés et les pays commenceront à établir leurs propres plans de transition qui s'inscrivent dans la durée. Nous devons les aider à élaborer et à mettre en œuvre de nouveaux cadres fiscaux qui puissent être négociés avec l'appui de la Banque mondiale et du PNUD. Il faut donner aux communautés et aux pays le pouvoir de transformer les paradigmes dépassés de la santé et du développement qui fonctionnaient au siècle dernier et de se lancer dans une transformation dirigée par les individus qui est le pilier du débat qui nous a réunis aujourd'hui.

Dans ce contexte, penchons-nous sur le débat actuel à propos de l'avenir de la santé mondiale de l'après-2015. Pendant beaucoup trop longtemps, les cadres conceptuels dans le domaine de la santé mondiale ont été polarisés : entre vertical et horizontal ; entre biomédical et structurel. Cela n'est pas du tout productif. Nous devons nous éloigner de cette forme de pensée dépassée. Nous devons réfléchir en termes de la place des individus au centre de notre approche et du changement de notre orientation pour passer d'une santé spécifique aux maladies vers la santé durable. L'avenir de la santé mondiale n'est pas une affaire de pilules, mais de promotion de la dignité et de la qualité de vie. Il s'agit de créer les conditions dont les gens ont besoin pour protéger et promouvoir leur qualité de vie. Il s'agit de faire en sorte que les défaillances du système soient résolues pour offrir des services permettant de s'attaquer à la pauvreté et au VIH d'une manière large et durable.

Un enseignement fondamental que nous avons tiré de la riposte au sida, c'est que les droits humains doivent toujours rester au cœur de notre travail. À l'ONUSIDA, nous avons maintenu et promu cette notion dans l'ensemble de notre travail. Où que j'aille, je parle toujours de mettre fin à la discrimination et à la stigmatisation, de modifier les mauvaises lois et de pousser à l'intégration, car sans respect des droits humains et de la dignité humaine, il sera impossible d'en finir soit avec le sida soit avec l'extrême pauvreté. Les symptômes d'une société malade n'auront toujours pour seuls résultats que l'exclusion et la marginalisation qui affecteront des millions – voire des milliards d'individus qui devraient bénéficier de notre programme d'intégration.

Une perspective des droits de l'homme signifie voir les inégalités dans le domaine de la santé comme des inégalités dans la *capacité*, ce qui compromet la liberté humaine. Nous devons renforcer les

capacités des gens afin qu'ils puissent s'emparer de la responsabilité et de l'autorité dans leur propre vie et régler les problèmes qui les ont relégués aux marges de la société – que les facteurs sociaux soient la pauvreté, l'addiction aux drogues, les inégalités entre les sexes, le manque d'éducation, le fait d'être sans-abri ou la maladie – et contribuer à transformer leurs sociétés de manière à ce que personne ne soit laissé pour compte.

L'exclusion survient à cause d'un manque de responsabilisation et d'un manque de solidarité sociale. Alors quelles sont les nouvelles formes de solidarité qui devraient émerger au sein de la société ? Aujourd'hui nous avons parlé de la crise en République centrafricaine et en d'autres endroits où l'ordre social établi est en train de s'effondrer. Mais nous devrions réfléchir à quel type de solidarité ou de contrat social devrait être établi pour le remplacer. Nous pourrions dépenser des milliards de dollars et ne pas parvenir à sortir les gens de l'extrême pauvreté ou à passer de la lutte contre les épidémies de VIH à la fin du sida.

Plus de 30 ans d'épidémie de sida nous ont montré combien les inégalités sociales sont étroitement liées aux systèmes de gouvernements contestables, aux mauvaises lois, à la discrimination et à d'autres facteurs d'exclusion. Dans nombre d'endroits, c'est ce qui continue à entraîner l'épidémie. Les inégalités entre les sexes – la violence à l'encontre des femmes et des filles, le mariage précoce, le manque d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive – font que les femmes et les filles sont affectées par le VIH de manière disproportionnée. D'autres facteurs sociaux, tels que l'insécurité alimentaire et les conflits, bloquent encore l'accès aux services qui sauvent des vies. Alors si nous voulons nous assurer que les services permettant de mettre fin à la pauvreté et d'inverser la propagation du VIH soient offerts de manière efficace, efficiente et durable, atteignant les personnes qui en ont besoin où qu'elles se trouvent, nous devons nous attaquer à ces facteurs sociaux partout où nous les rencontrons, et donner la parole aux gens qui sont affectés pour qu'ils puissent en faire de même.

C'est la raison pour laquelle je suis si heureux qu'aujourd'hui nous unissions nos forces pour aborder les facteurs sociaux afin de mettre fin au sida et à l'extrême pauvreté. Le travail exceptionnel accompli par les gens qui sont présents dans cette salle a été central pour stimuler ce dialogue. Mais désormais nous devons établir une vision commune pour un nouveau mouvement – aux niveaux mondial, national et communautaire – afin d'en finir avec l'exclusion et élargir l'accès. Ajoutons cette nouvelle dimension à notre travail et engageons-nous en faveur d'un rêve commun : ensemble nous mettrons fin au sida et nous mettrons fin à l'extrême pauvreté.

Merci.